



Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren  
Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police  
Conferenza delle direttrici e dei direttori dei dipartimenti cantonali di giustizia e polizia

PROJEKT  
**Justitia** 4.0

---

# **Cahier des charges n°1 (préqualification)**

## **J40-E27**

### **Plateforme Justitia.Swiss**

---

La présente procédure se conforme à la loi fédérale sur les marchés publics (LMP).

## Sommaire

<b>1</b>	<b>Définitions et abréviations .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Introduction, but du document.....</b>	<b>6</b>
<b>3</b>	<b>Contexte et description de l'objet du marché.....</b>	<b>7</b>
3.1	Contexte (état actuel) .....	7
3.2	Objet du marché/Volumes .....	7
3.3	Lot 1– Développement de la plateforme .....	10
3.4	Lot 2 – Exploitation informatique et hébergement de la plateforme, Service Desk compris .	11
3.5	Prestations de base et options .....	13
<b>4</b>	<b>Conditions de participation et critères d'aptitude.....</b>	<b>14</b>
4.1	Conditions de participation (CP) et critères d'aptitude (CAp).....	14
<b>5</b>	<b>Critères d'adjudication (CAAd) .....</b>	<b>15</b>
<b>6</b>	<b>Déroulement général jusqu'à la décision d'adjudication .....</b>	<b>16</b>
<b>7</b>	<b>Évaluation des conditions de participation et des critères d'aptitude .....</b>	<b>17</b>
7.1	Procédure .....	17
7.2	Nombre de soumissionnaires .....	17
<b>8</b>	<b>Structure et contenu de la demande de participation.....</b>	<b>18</b>
8.1	Généralités .....	18
8.2	Structure de la demande de participation.....	18
<b>9</b>	<b>Aspects administratifs .....</b>	<b>19</b>
9.1	Adjudicateur.....	19
9.2	Objet du marché .....	20
9.3	Conditions.....	21
9.4	Autres informations.....	22
<b>10</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>23</b>
10.1	Annexes référencées.....	23

# 1 Définitions et abréviations

Pour faciliter la lecture du présent document, la forme générique est utilisée pour désigner les deux sexes.

	Définition/Explication
API	Application Programming Interface.
AP-LPCJ	Avant-projet de loi fédérale sur la plateforme de communication électronique dans le domaine judiciaire
Bac à sable	"Les bacs à sable" sont de petits projets pilotes productifs ou liés à la production dans certains cantons, tribunaux ou ministères publics, par lesquels les fonctionnalités et la convivialité des applications en développement peuvent être testés à un stade précoce.
BCM	Business Continuity Management, poursuite de l'exploitation en cas d'urgence/de crise
CA	Conférence des achats de la Confédération
CAd	Critère d'adjudication
CAp	Critère d'aptitude
CCDJP	Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)
CDL	La consultation du dossier en ligne représente la possibilité d'accéder aux dossiers par voie électronique.
CDP	Corporation de droit public
CEJ	La communication électronique désigne les possibilités de communication électronique entre d'une part les tribunaux et les autres autorités judiciaires et, d'autre part, les avocats, parties, autorités administratives et entreprises.  La communication électronique fonctionne de manière bilatérale. Cela permet d'établir des communications juridiquement valables dans les délais impartis et d'échanger de manière sécurisée, sans papier, des données structurées, qui pourront être traitées par la suite par les parties.
CG	Conditions générales de la Confédération
CI/CD	Continuous Integration / Continuous Delivery resp. Continuous Deployment
Communication (à une autorité judiciaire)	Transaction de base dans le cadre de la communication électronique dans le domaine judiciaire (des participants à la procédure à la direction de la procédure), par ex. pour déposer un acte introductif d'instance.
Concept SIPD	Le concept SIPD sert de base pour la définition des mesures de sûreté de l'information et de protection des données. Il indique quels sont les risques

	résiduels liés à l'exploitation du système informatique et à l'organisation. Il décrit le concept d'urgence.
<b>Container</b>	Un container (conteneur d'application) est une unité logicielle standard qui intègre le code et toutes ses librairies de sorte à ce que l'application puisse être exécutée de manière rapide et fiable dans un environnement Runtime.
<b>Contenu du dossier</b>	Le contenu du dossier est la collection organisée de toutes les pièces du dossier électronique.
<b>Dossiers électroniques pouvant être consultés</b>	Le dossier électronique pouvant être consulté constitue une partie du dossier électronique et contient toutes les pièces du dossier pouvant être consultées ainsi que les données de la fourre du dossier. Il est consultable via la plateforme Justitia.Swiss.
<b>E</b> (synonyme: dossier électronique)	Un dossier électronique est une collection électronique complète et organisée de pièces d'une procédure. Il est composé en règle générale de la fourre de dossier et du contenu du dossier. Le Master (dossier de référence) du dossier électronique est géré dans les systèmes internes des autorités.
<b>Fourre</b>	La fourre de dossier est un élément d'un dossier électronique et décrit celui-ci au moyen de métadonnées métier et techniques, comme: <ul style="list-style-type: none"> <li>- un numéro de dossier</li> <li>- un identifiant de l'autorité dirigeant la procédure</li> <li>- une indication sur les personnes morales et physiques concernées</li> <li>- une indication sur le statut du dossier</li> </ul>
<b>IAM</b>	Identity and Access Management, gestion des identités et des accès
<b>IDP</b>	Identity Provider, fournisseur d'identités numériques
<b>Itération</b>	Par une itération, le pack logiciel est amélioré et développé progressivement.
<b>Kubernetes</b>	Kubernetes est un système Open Source permettant l'automatisation de la préparation, du dimensionnement et de la gestion des applications container
<b>LMP</b>	Loi fédérale sur les marchés publics (RS 172.056.1)
<b>Métadonnées</b>	Les métadonnées sont des données structurées qui contiennent des informations sur les caractéristiques d'autres données. Souvent, des métadonnées techniques sont attribuées automatiquement par les systèmes, par ex. la date de création d'un fichier.
<b>MVP</b>	Un Minimum Viable Product (MVP), littéralement un «produit minimal viable ou utilisable» est la première itération minimale fonctionnelle d'un produit qui sert à apprendre le plus rapidement possible d'un retour d'information des utilisateurs et qui évite ainsi de

	faire des erreurs de développement non conformes aux exigences des utilisateurs.
<b>Notification</b>	Transaction de base dans le cadre de la CEJ et dans le cadre de la CDL (de la direction de la procédure aux participants à la procédure), par ex. la remise d'un jugement.  Remarque: la distribution est déployée sous forme d'octroi aux participants à la procédure de l'autorisation correspondante d'accès.
<b>PaaS</b>	Plattform-as-a-Service
<b>Pièce</b>	Une pièce est un document versé à un eDossier.  Une pièce électronique est décrite par une série de métadonnées.
<b>Plateforme Justitia.Swiss (synonyme: plateforme de cyberjustice)</b>	La plateforme Justitia.Swiss permet une communication entre toutes les personnes (physiques ou morales) et toutes les autorités (direction de la procédure, autorité subordonnée ou consultative) qui participent à une procédure.
<b>Registre des adresses</b>	La plateforme de cyberjustice contient un registre des adresses utilisées pour la communication via la plateforme. Voir art. 17 AP-LPCJ
<b>Service demandeur / service d'achat</b>	Décrit, dans le cadre de cet appel d'offres, le projet Justitia 4.0 et celui-ci après le transfert du projet dans une corporation de droit public. La prestation sera fournie pour le service d'achat.
<b>simap</b>	Système d'information sur les marchés publics en Suisse (simap.ch)
<b>SLA</b>	Service Level Agreement
<b>SOC</b>	Security Operations Center
<b>SPOC</b>	Single Point of Contact
<b>ST</b>	Spécification technique
<b>UX</b>	User Experience (Design) - expérience de l'utilisateur, expérience d'utilisation

Liste des abréviations

## **2 Introduction, but du document**

Le présent cahier des charges décrit les buts que le marché faisant l'objet de la présente procédure d'adjudication doit permettre d'atteindre. Il règle la procédure et la forme sous laquelle la demande de participation doit être remise et constitue, avec les conditions générales de la Confédération ([CG](#)), la loi fédérale du 21 juin 2019 sur les marchés publics ([LMP; RS 172.056.1](#)) et l'ordonnance du 12 février 2020 sur les marchés publics ([OMP; RS 172.056.11](#)), la base de la présente procédure.

Lors d'une première étape (phase de préqualification), les candidats intéressés par l'appel d'offres sont invités à prouver leur aptitude.

Sur la base de la préqualification, on sélectionne les soumissionnaires les plus qualifiés qui seront invités, lors d'une deuxième étape, à présenter une offre. Les soumissionnaires préqualifiés recevront alors le cahier des charges n° 2 accompagné des documents nécessaires à la remise d'une offre.

La procédure se fonde sur les dispositions de la loi applicables aux marchés soumis aux accords internationaux.

### 3 Contexte et description de l'objet du marché

#### 3.1 Contexte (état actuel)

Sur mandat des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice ainsi que de la Conférence de la justice, le projet «Justitia 4.0» a pour but la numérisation du système judiciaire suisse. Les avocats participent également à ce projet. Le projet a pour objectif de remplacer le dossier physique actuel par un dossier électronique.

À l'avenir, la communication électronique dans le domaine judiciaire entre les différentes parties à la procédure ainsi que la consultation des dossiers seront effectuées, pour toutes les étapes de procédure judiciaire en droit civil, pénal et administratif, sous forme électronique par le biais de la plateforme centralisée de cyberjustice «Justitia.Swiss». À cet effet, la plateforme mettra ses fonctionnalités à disposition à la fois via une interface Internet, mais aussi via des API. **Le développement et l'exploitation consécutive de cette plateforme font partie intégrante de ce marché.<sup>1</sup>**

Plus de 15 000 collaboratrices et collaborateurs des tribunaux et ministères publics à tous les niveaux fédéraux sont concernés, ainsi qu'environ 12 000 avocats et leur personnel. D'autres autorités impliquées dans une procédure judiciaire telles que les autorités d'exécution des peines ou la police communiqueront aussi via la plateforme Justitia.Swiss.

Parallèlement au projet, une base légale<sup>2</sup> sera élaborée pour introduire une obligation de communication électronique et de tenue électronique des dossiers. La procédure législative est menée par l'Office fédéral de la justice (OFJ).

La durée du projet est estimée à huit ans, de 2019 à 2026. Vous trouverez plus d'informations sur le projet sous [www.justitia40.ch](http://www.justitia40.ch).

#### 3.2 Objet du marché/Volumes

L'objet de marché est:

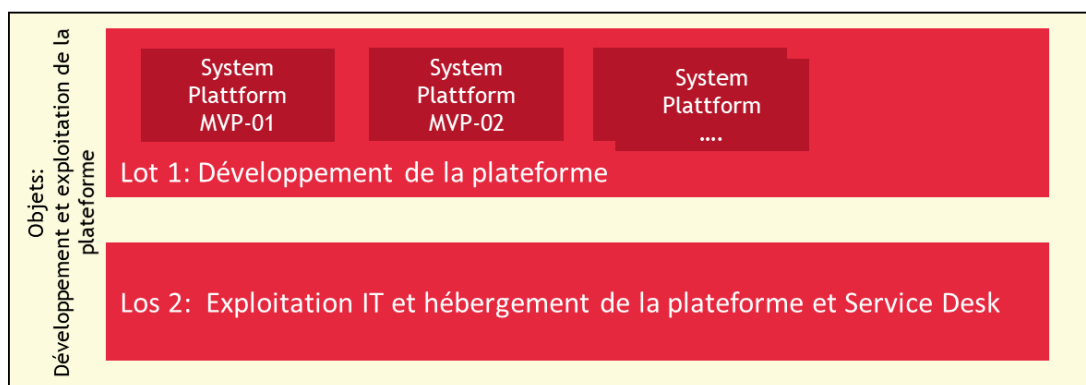
1. Lot 1: Développement de la plateforme «Justitia.Swiss»  
Le développement surviendra selon des principes agiles avec un MVP (Minimum Viable Product) et des itérations consécutives (MVP-01, MVP-02, ...). Les fonctions primaires de la plateforme soutiennent la CEJ (communication électronique dans le domaine judiciaire) et la CDL (consultation du dossier en ligne) conformément à l'AP-LPCJ. Les fonctionnalités de support comprennent notamment: la gestion du registre des adresses des participants, l'intégration d'identités numériques externes, l'autorisation des utilisateurs et les contrôles d'accès, la mise à disposition des pièces des dossiers et la garantie de traçabilité.  
Le partenaire de développement soutient l'exploitation de la plateforme dans le cadre d'un système SIAM («Service Integration & Management»), mais aussi, et notamment, dans le 3rd Level Support.
2. Lot 2: Exploitation technique de la plateforme «Justitia.Swiss»  
L'exploitation d'une plateforme de containers dans un centre informatique du fournisseur; l'exploitation de l'application «Justitia.Swiss» et sa surveillance; un Service Desk de 1st Level (langues allemand, français et, en option, au cours d'une phase ultérieure, italien et anglais; Security Services complets; le SLA Management par rapport à la plateforme «Justitia.Swiss» ainsi qu'un projet de développement et de mise en service de la plateforme «Justitia.Swiss» au sein du fournisseur.

La plateforme «Justitia.Swiss» gère des données sensibles et doit satisfaire à des exigences élevées en matière de sécurité et de protection des données.

---

<sup>1</sup> Des pièces finales et non-modifiables des dossiers seront mises à disposition sur la plateforme. La création et la gestion des dossiers électroniques, c'est-à-dire la gestion des «dossiers Master» (de référence) ne font pas partie de ce marché public.

<sup>2</sup> Loi fédérale sur la plateforme de communication électronique dans le domaine judiciaire (LPCJ) (<https://www.admin.ch/gov/fr/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-81072.html>)



La grille quantitative à titre indicatif figure dans le tableau suivant. D'après nos estimations, nous anticipons la croissance annuelle suivante: en 2023, 20%, en 2024, 40%, en 2025, 60% et à partir de 2026, 100% des procédures seront générées sous forme électronique via la plateforme. Les estimations sont fondées sur l'hypothèse qu'un dossier électronique sera fermé après un an en moyenne.

On ne dispose pas actuellement d'hypothèses concernant d'autres données, par exemple les données de journalisation (logs), les données de l'audit trail, qui sont aussi générées et liées à des exigences de protection élevées.

N°	Chiffre-clé	Valeur	Remarque (hypothèse à la base des estimations)
1	Nombre de dossiers électroniques sur la plateforme	2023: 200'000 2024: 400'000 2025: 600'000 2026: 1'000'000  Stable par la suite, car toutes les autorités seront connectées	Il n'est pas prévu de migrer les dossiers judiciaires existants (sur papier). Comme en Allemagne et en Autriche, les nouveaux dossiers seront ouverts et conservés électroniquement en tant que dossiers électroniques à partir de la date limite.  Nous supposons que la transition vers les dossiers électroniques sera progressive d'ici 2026 et que les autorités effectueront leurs communications via la plateforme.  Remarque: environ 1 million de procédures sont traitées actuellement par année en Suisse.
2	Durée de conservation d'une pièce électronique sur la plateforme	2 jours – plusieurs années	Les pièces d'eDossiers (eDossier consultables) seront conservées sur la plateforme aussi longtemps que nécessaire à la consultation. Dans certaines procédures, le dossier électronique est conservé sur la plateforme pendant toute la durée de la procédure, dans d'autres, seulement pendant une période définie.  <u>Remarque:</u> le dossier maître ((le «Master»)) sera conservé dans les systèmes informatiques des autorités judiciaires.



3	Volumes de données conservés sur la plateforme (dossiers électroniques)	2023: 80 To 2024: 190 To 2025: 350 To 2026: 690 To 2027: 830 To	<p>Le nombre total de pièces dans une procédure détermine la taille du dossier électronique, qui est en moyenne d'environ 0,4 Go. La taille d'un dossier électronique varie considérablement en fonction de la nature de la procédure: 1-5 Mo à &gt; 10 Go.</p> <p>Hypothèse 1: la taille moyenne des dossiers électroniques augmente de 20% chaque année, car de plus en plus de données sont numérisées.</p> <p>Hypothèse 2: les autorités judiciaires mettent les copies des pièces de leur dossier à disposition pour consultation de manière centralisée sur la plateforme.</p>
4	Nombre de transactions (communication électronique + consultation des dossiers)	2023: 20 millions 2024: 40 millions 2025: 60 millions 2026: 100 millions	<p>Hypothèses:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les transactions sont des communications et des notifications</li> <li>- Il y a en moyenne 20 communications et 80 notifications par procédure.</li> </ul>
5	Nombre max d'utilisateurs actifs connectés en même temps	15 000	<p>Hypothèses:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les 12'000 avocats et 20% des employés des autorités (=5'000 coll.) sont actifs et connectés à la même heure le matin.</li> <li>- Le nombre max. ne sera atteint qu'à partir de 2027. On peut supposer une augmentation linéaire entre 2022 et 2026.</li> <li>- Le nombre d'accès par d'autres parties à la procédure (à l'exception des avocats) est comparativement faible et est négligé ici.</li> </ul>
6	Nombre d'organisations échangeant des données via l'API	100	<p>Il s'agit principalement des organisations informatiques cantonales et des organisations informatiques des tribunaux.</p> <p>Cette estimation ne sera pas atteinte avant 2027. On peut supposer une augmentation linéaire entre 2022 et 2026.</p>

7	Charge max. d'assistance (à partir de 2027)	1st Level: 7'800 h  2nd/3rd Level: 4'500 h	<b>Hypothèses:</b>  <u>Assistance 1st Level</u> - L'assistance 1st Level s'adresse à tous les avocats (12'000) et au personnel des autorités judiciaires sans assistance 1st Level avec accès à la plateforme (1'000): Total: 13'000 personnes  - Chaque personne fait 3 demandes par an, auxquelles il est possible de répondre au premier niveau (délai de traitement de 12').  → Charge de travail pour le 1st Level Support: $13'000 * 3 * 0,2 \text{ h} = 7'800 \text{ h}$  - Le 1st Level: support doit être fourni en plusieurs langues (DE: 65%, FR: 25%, IT: 5%, EN: 5%).  <u>Assistance 2nd &amp; 3rd Level</u> - En plus de ce qui précède, il y a environ 2'000 employés des autorités judiciaires qui ont leur propre service d'assistance 1st Level. Total: 15'000 personnes  - Chaque personne fait 0,3 demande par an, temps de traitement: 1h  → Charge de travail des 2nd & 3rd Level Support: $15'000 * 0,3 * 1 \text{ h} = 4'500 \text{ h}$  - La charge de travail d'assistance max. ne sera pas atteinte avant 2027. On peut supposer une augmentation linéaire entre 2022 et 2026.
---	---	--	---

### 3.3 Lot 1– Développement de la plateforme

#### 3.3.1 Aperçu des prestations

Les prestations à fournir sont mentionnées ici pour information, la liste définitive des prestations à fournir faisant l'objet du cahier des charges 2 (phase d'offres). Le déploiement survient par le biais de plusieurs itérations (Sprints) conformément à la méthode de projet HERMES et au scénario standard «Système informatique propre agile».

- Prestations relatives au développement de la plateforme Justitia.Swiss
  - Élaboration des spécifications détaillées «CEJ» et «CDL» sur la base des exigences préalables du système.
  - Élaboration de spécifications détaillées complémentaires sur les thèmes suivants: gestion des données de base et processus correspondants, quittances, cachet, messages, validateur, Audit-Trail, Reporting.
  - Élaborations de spécifications détaillées pour la partie publique (accessible sous forme anonyme) de la plateforme Internet Justitia.Swiss sur la base des exigences du système.
  - Les exigences du système sont définies par l'adjudicateur.
  - Participation active au développement et à l'exploitation du futur système SIAM («Service Integration & Management») de la plateforme Justitia.Swiss.
- Développement du savoir-faire
  - Développement resp. extension de l'expertise technique requise dans le domaine de la justice.
- Gestion de l'architecture et directives (guidelines)

- Élaboration de l'architecture technique/designs, y compris les interfaces requises avec les systèmes périphériques. L'élaboration de l'architecture technique survient en étroite collaboration avec le fournisseur de la plateforme Cloud.
  - Élaboration d'un concept complet de sécurité informatique basé sur le concept SIPD.
  - Élaboration d'une directive UX.
4. Implémentation
    - Implémentation des modules requis.
  5. Test Management
    - Assurance qualité du logiciel, y compris les documents et les prescriptions de sécurité requis, Code Reviews, Unit Tests, Module Integration Test, tests spécifiques.
  6. Release Management
    - Packaging dans un container, versions des packs logiciels en utilisant un Pipeline CD/CI, Déploiement sur les plateformes mises à disposition par le partenaire d'exploitation.
  7. Support d'exploitation (3rd Level)
    - Soutien du partenaire d'exploitation (voir le lot 2) dans le processus de support.
    - 3rd Level Support selon les SLA définis.
  8. Projet Mise en exploitation
    - Soutien de la mise en service de la plateforme (selon le lot 2) et création des interfaces dans le processus de support.
    - Participation active au développement et à l'exploitation du futur système SIAM («Service Integration & Management») de la plateforme Justitia.Swiss.
  9. Options
    - Autres prestations dans le domaine du développement continu de la plateforme et développement de services complémentaires sur la base du «time & material».

Les exigences générales posées à la plateforme figurent en annexe 5. Ces exigences font partie de la phase 2 (offre).

### 3.3.2 SLA

Les exigences requises en matière de SLA pour le 3rd Level Support sont définies dans la phase 2 (offre). Des temps de réaction usuels dans le secteur allant de quelques heures à quelques jours sont convenus en fonction de la gravité de l'erreur.

## 3.4 Lot 2 – Exploitation informatique et hébergement de la plateforme, Service Desk compris

### 3.4.1 Aperçu des prestations

Les prestations à fournir sont mentionnées ici pour information, la liste définitive des prestations à fournir faisant l'objet du cahier des charges 2 (offre).

1. Projet Développement et mise en service de l'organisation de service
  - Direction de projet lors du développement et de l'exploitation du futur système SIAM («Service Integration & Management») de la plateforme Justitia.Swiss.
  - Les organisations suivantes doivent y participer
    - Le projet «Justitia 4.0» (resp. la future organisation d'exploitation de droit public «Justitia.Swiss») assume notamment le 2nd Level Support.
    - Partenaire de développement du lot 1 (prévu en tant que responsable du 3rd Level Support)
    - Autres prestataires de services pour le service de cachet, validateur, IDP, etc.
2. Projet Développement et mise en service de l'infrastructure d'exploitation

- Développement d'un concept de sécurité d'exploitation (basé sur le concept SIPD).
  - Mise en place et mise en service de l'infrastructure dans le centre de calcul.
  - Mise en place et mise en service de la plateforme de conteneurs.
  - Mise en place du Service Desk (technique), y c. la mise à disposition d'un soutien optimal pour les outils.
  - Transfert de savoir-faire pour le personnel du Service Desk (technique).
  - Etablissement d'interfaces d'assistance aux organisations de service des autorités.
  - Documentation de l'infrastructure technique (environnement Cloud) sur laquelle le développeur (lot 1) développe ses composants.
  - Documentation des processus d'exploitation (Operating Model) - Disciplines ITIL.
3. Exploitation de l'infrastructure du centre de calcul
- Exploitation d'un centre de calcul approprié, y c. un centre de calcul de secours, pour héberger la plateforme de containers.
4. Exploitation d'une plateforme de containers
- Fournir les ressources nécessaires à la plateforme de containers.
  - Exploitation de la plateforme de containers comme base à l'exploitation productive et des environnements de test nécessaires aux essais (test du système, test d'acceptation, etc.) des applications provenant du lot 1.
5. Exploitation et surveillance de la plateforme
- Exploitation et surveillance (24x7) des applications du lot 1, y compris les interfaces nécessaires (connexions aux logiciels des autorités et des avocats, connexion du fournisseur d'identités IDP dans un système fédéré, autres interfaces).
  - Résolution de pannes conformément aux exigences SLA.
  - Réalisation de sauvegardes des données gérées par la plateforme.
  - Création d'un plan de reprise après sinistre (disaster recovery)
  - Exécution régulière de tests de «disaster recovery».
6. Service Desk (1<sup>st</sup> Level )
- Service Desk quadrilingue (DE, FR, IT, EN), au stade final, servant jusqu'à 30 000 utilisateurs.
  - Exploitation des interfaces d'assistance avec les organisations de service des autorités.
  - Le 2nd Level Support est fourni en collaboration avec «Justitia.Swiss»
7. Services de sécurité
- Exploitation du concept de zones approprié, y compris solutions pare-feu.
  - Exploitation d'un security operations center (SOC).
8. Gestion des SLA
- Preuve du respect des niveaux de service convenus.
  - Mesures pour l'amélioration continue des niveaux de service.
9. Options
- Exploitation d'autres services encore inconnus (sur la base de «time & material»).

Les exigences générales posées à l'exploitation technique de la plateforme figurent en Annexe 5. Ces exigences font partie de la phase 2 (offre).

### 3.4.2 SLA

Les exigences SLA suivantes constituent un minimum. D'autres exigences SLA pour la phase 2 (offre) restent explicitement réservées.

Le respect des niveaux de service doit être prouvé mensuellement par écrit par le fournisseur sous la forme d'un rapport SLA.

Remarque: environ les trois premières années de la durée contractuelle concernent le développement et phase pilote de la plateforme. Au cours de cette période, des exigences SLA limitées sont applicables.

#### **3.4.2.1 Heures de services (au stade final)**

Les prestations d'exploitation (lot 2, points 3, 4 et 5) doivent être fournies en permanence, donc 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Pour les prestations d'assistance, les heures d'ouverture sont de 07h00 à 18h00 les jours de semaine.

Le Service Desk (lot 2, point 6) a des heures de service étendues de 18h00 à 24h00 tous les jours de la semaine. Pendant cette période, les utilisateurs peuvent, en cas d'erreur, téléphoner pour prouver qu'ils voulaient effectuer une saisie. Le Service Desk confirme ces tentatives.

#### **3.4.2.2 Disponibilité du Service Level (au stade final)**

Les Business Services de la plateforme doivent présenter une disponibilité d'au moins 99,9%. Cette disponibilité sera atteinte au plus tard lorsque l'obligation légale entrera en vigueur (probablement à partir de 2026). Au début, pour la phase pilote, la disponibilité doit être de 99%.

#### **3.4.2.3 Réception des appels du Service Level (au stade final)**

La prise d'appel dans le cadre de l'assistance 1st Level doit intervenir dans les 30 secondes pendant 90% du temps.

### **3.5 Prestations de base et options**

#### **Prestations de base**

Lot 1: prestations selon le paragraphe 3.3.1 pendant 60 mois.

Lot 2: prestations selon le paragraphe 3.4.1 pendant 36 mois.

#### **Options**

Lot 1: prolongation des prestations conformément au paragraphe 3.3.1 pour une année à chaque fois, au maximum sur 84 mois.

Lot 2: prolongation des prestations conformément au paragraphe 3.4.1 pour une année à chaque fois, au maximum sur 108 mois.

**Remarque sur l'échéance du lot 2:** l'exploitation est mise en soumission pour au moins 36 mois fermes, la définition des processus d'exploitation et le développement de l'infrastructure d'exploitation, notamment pour les phases de tests et pilote de la plateforme, passant au premier plan.

Sous réserve des débats parlementaire sur la loi LPCJ

(<https://www.admin.ch/gov/fr/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-81072.html>),

l'exploitation sera octroyée à un exploitant étatique lors de l'entrée en vigueur de la loi. Dans ce cas, le contrat ne sera pas prolongé.

## **4 Conditions de participation et critères d'aptitude**

### **4.1 Conditions de participation (CP) et critères d'aptitude (CAp)**

Au moment du dépôt de sa demande de participation, le soumissionnaire doit prouver qu'il remplit dans leur intégralité et sans restriction ni modification les conditions de participation et les critères d'aptitude (CApI) éliminatoires (impératifs) indiqués dans l'annexe 1 resp. l'annexe 2. Dans le cas contraire, sa demande ne sera pas prise en considération. Le soumissionnaire doit garantir qu'il remplit ces conditions et ces critères également lors de l'adjudication et pendant toute la durée d'exécution du contrat.

Les critères d'aptitude sont exigés dans la préqualification pour la demande de participation. Il est ici fait la différence entre:

#### **Les critères d'aptitude éliminatoires (CApI)**

Critères impératifs: ils doivent être satisfaits par le soumissionnaire. La manière de remplir figure aux annexes 1/2 (onglets CApI-L1 resp. CApI-L2). Les champs correspondants doivent être remplis et la preuve doit être apportée comme demandé. Si un critère impératif n'est pas rempli, cela débouche sur un rejet de la demande de participation.

#### **Critères d'aptitude avec notation (évaluation), y compris présentation du soumissionnaire (CApN)**

Critères évalués: ils servent à évaluer les soumissionnaires via un système de points (notation). La manière de remplir figure aux annexes 1/2 (onglets CApN-L1 resp. CApN-L2). Les 4 meilleurs soumissionnaires par lot seront qualifiés pour la phase 2 (offre).

Un CApN contient une présentation de soumissionnaire, voir le chapitre 4.1.1.

#### **4.1.1 Présentation des fournisseurs**

La présentation sera effectuée uniquement avec les soumissionnaires qui satisferont aux conditions de participation, aux critères d'adéquation et aux critères d'adéquation évalués et pour autant que ces soumissionnaires aient encore la possibilité de se qualifier pour la 2e ronde (phase d'offres).

Le service d'achat se réserve le droit de ne pas organiser la présentation si la décision de préqualification est déjà claire.

Les présentations auront lieu dans les locaux de l'adjudicateur à Berne qui sont équipés d'un rétroprojecteur, de prises électriques, d'un WLAN et d'un tableau blanc. La présentation sera tenue devant un comité d'environ 8 personnes qui se composera de représentants de l'adjudicateur. La présentation doit se faire en **allemand ou en français**. Lors de la ronde de questions qui s'en suivra, le service d'achat posera ses questions en allemand et en français. Le personnel du soumissionnaire doit répondre à ces questions soit en français, soit en allemand.

Les présentations des soumissionnaires sont prévues aux dates/horaires suivants:

- **28.09.2021; fenêtre horaire entre 09:30 – 16:30**
- **29.09.2021; fenêtre horaire entre 09:30 – 16:30**
- **30.09.2021; fenêtre horaire entre 09:30 – 16:30**
- **01.10.2021; fenêtre horaire entre 09:30 – 16:30 (date de réserve)**

**Ces dates doivent être bloquées par les soumissionnaires – aucune autre date n'est disponible pour les présentations. Une invitation écrite à la présentation du soumissionnaire sera envoyée environ 5 jours ouvrables avant la date à laquelle cela aura lieu. Il est attendu que le soumissionnaire se présente avec un max. de 4 personnes et qu'il s'agisse de spécialistes disposant d'expérience dans des projets comparables.**

**Le soumissionnaire présentera les 4 points suivants dans un fenêtre horaire de max. 60'. Ensuite, 30' seront à disposition pour les questions.**

1) la motivation à vouloir exécuter le présent marché public

2) quelles caractéristiques, qualification et expérience le soumissionnaire / les éventuels sous-traitants apporte/nt afin de pouvoir réaliser le marché sous forme compétente, avec la plus haute qualité et efficacité

3) de quelle manière il garantira la gestion des parties prenantes dans le projet Justitia 4.0 par rapport à la réalisation de la plateforme Justitia.Swiss

4) quels défis techniques et organisationnels il considère sur la base de son analyse des documents et de son expérience acquise dans des projets comparables dans le cas de la réalisation du présent projet et comment il abordera et résoudra ces défis concrètement dans le cas présent

## 5 Critères d'adjudication (CAAd)

Les critères d'adjudication (CAAd) suivants seront utilisés pour l'évaluation consécutive, dans une étape ultérieure, des offres reçues et déterminer l'adjudicataire sur la base du cahier des charges no 2 (offre). Les CAAd ne sont donc pas encore examinés à ce stade. Ceux-ci sont indiqués ci-après à titre purement informatif:

### Lot 1

N°	Désignation	Pondération en %
CAAd 1	Prix et coûts	25%
CAAd 2	Critères de qualité	55%
CAAd 3	Présentation de la solution	20%

### Lot 2

N°	Désignation	Pondération en %
CAAd 1	Prix et coûts	25%
CAAd 2	Critères de qualité	55%
CAAd 3	Présentation de la solution	20%

## 6 Déroulement général jusqu'à la décision d'adjudication

Etape.	Préqualification (cahier des charges 1)
1	Publication de l'appel d'offre en procédure sélective sur <a href="http://www.simap.ch">www.simap.ch</a>
2	Ronde de questions
3	Remise des demandes de participation
4	Examen des demandes de participation reçues (préqualification)
5	Rectification éventuelle des demandes de participation selon le chiffre <b>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</b>
6	Présentation des soumissionnaires
7	Publication des soumissionnaires préqualifiés sur <a href="http://www.simap.ch">www.simap.ch</a>

*Aperçu des phases d'évaluation de la préqualification*

Etape	Phase d'offres (cahier des charges 2)
8	Envoi du cahier des charges no 2 pour dépôt des offres à tous les soumissionnaires préqualifiés de cette soumission
9	Ronde de questions
10	Remise des offres
11	Examen des offres reçues
12	Rectification éventuelle des offres selon le chiffre <b>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</b>
13	Évaluation (y compris présentation de la solution) et décision d'adjudication
14	Publication de l'adjudication sur <a href="http://www.simap.ch">www.simap.ch</a>

*Aperçu des phases d'évaluation de la phase d'offres*



## **7 Évaluation des conditions de participation et des critères d'aptitude**

### **7.1 Procédure**

Le projet spécifié dans ce cahier des charges est mis en soumission sous la forme d'une procédure sélective.

Lors de la phase de préqualification, sont choisis les soumissionnaires,

- dont la demande de participation respecte les prescriptions de forme
- qui satisfont aux conditions de participation et aux critères d'aptitude éliminatoires resp. peuvent les satisfaire pleinement
- qui obtiennent le plus de points au niveau des critères d'aptitude évalués

Au terme de la phase de préqualification, on décide quels soumissionnaires sont admis à présenter une offre. Ces soumissionnaires sont informés par écrit de leur sélection et invités à présenter une offre (cahier des charges no 2)

### **7.2 Nombre de soumissionnaires**

Pour garantir un déroulement efficient, un maximum de 4 soumissionnaires par lot démontrant la meilleure satisfaction des critères d'aptitude relatifs à l'offre sera admis (phase 2) (art. 19 al. 3 LMP).

#### **7.2.1 Critères d'aptitude évalués**

Seront évalués

- les critères d'aptitude évalués du lot 1 (CApN-L1, Annexe 1) et
- les critères d'aptitude évalués du lot 2 (CApN-L2, Annexe 2) et

la méthode d'évaluation utilisée à cet effet est mentionnée à chaque critère.

## 8 Structure et contenu de la demande de participation

### 8.1 Généralités

Afin de garantir une évaluation rapide et équitable, le soumissionnaire doit impérativement présenter sa demande de participation comme indiqué ci-dessous.

### 8.2 Structure de la demande de participation

La version électronique des demandes de participation doit être structurée par chapitre et être remise avec la demande physique sur une clef USB en tant que fichier PDF. Le nom de fichier doit commencer par «numéro de chapitre», par ex.: 1\_Aperçuentreprise.pdf. Tous les fichiers doivent être comprimés dans un fichier archive (ZIP).

Chapitre Demande de participation	Contenu	Référence au cahier des charges 1
1	<b>Page de couverture de l'offre (aperçu de l'entreprise)</b>	Annexe 4
2	<b>Conditions de participation et critères d'aptitude</b>  Le catalogue des conditions de participation et critères d'aptitude du lot 1 (annexe 1) resp. du lot 2 (annexe 2) doit être rempli intégralement par le soumissionnaire et valablement signé. Le modèle électronique figurant à l'annexe 1 resp. 2 est utilisé à cette fin. Veuillez noter qu'aucune modification des lignes et colonnes spécifiées n'est acceptée.  Si, dans l'annexe complétée, il est fait référence à des pièces jointes et/ou à de la documentation pour les critères individuels respectifs, celles-ci doivent également être jointes à ce chapitre.	Annexe 1 resp. Annexe 2
3	<b>« Déclaration du soumissionnaire » de la CA (Conférence des achats de la Confédération)</b>	Annexe 3
4	<b>Annexes du soumissionnaire</b>  Les documents complémentaires peuvent être déposés ici (descriptif de produit, brochure d'entreprise, rapports d'activité)	

*Aperçu de la structure de la demande de participation*

## **9 Aspects administratifs**

### **9.1 Adjudicateur**

#### **9.1.1 Nom officiel et adresse de l'adjudicateur**

##### **Service demandeur / service d'achat**

Projet Justitia 4.0  
c/o HIJP - Harmonisation de l'informatique de la justice pénale, CCDJP  
Nordring 8  
3013 Berne

#### **9.1.2 Les demandes de participation doivent être envoyées à l'adresse suivante:**

Projet Justitia 4.0  
Marché public Plateforme Justitia.Swiss  
Nordring 8  
CH-3013 Berne

Courriel: [submission@justitia.swiss](mailto:submission@justitia.swiss)

#### **9.1.3 Délai pour poser des questions par écrit**

##### **Selon publication sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch)**

##### **Remarques:**

Les questions portant sur le présent appel d'offres peuvent être posées de façon anonyme sur le forum de questions du site [www.simap.ch](http://www.simap.ch).

Les réponses non confidentielles seront publiées de manière anonyme sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch). Tous les prestataires seront informés par courriel dès que les réponses seront publiées sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch).

Les questions posées après la date susmentionnée ne seront pas traitées.

#### **9.1.4 Délai de remise de la demande de participation**

##### **Selon publication sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch)**

##### **Exigences formelles:**

La demande de participation complète (voir les exigences au chapitre 8.2) doit être adressé au plus tard le 10.09.2021 en 3 exemplaires (2 sous forme papier et 1 sous forme électronique sur une clef USB) à l'adresse mentionnée au chiffre 9.1.2.

- Remise par voie postale:  
le sceau postal ou le justificatif avec code-barres permettant d'assurer le suivi des envois d'un office de poste suisse ou étranger reconnu officiellement est déterminant pour la date de remise (l'affranchissement par une machine d'entreprise n'est pas reconnu comme sceau postal). En cas d'envoi avec affranchissement WebStamp, le fardeau de la preuve de la remise en temps utile incombe au soumissionnaire.
- Remise à une représentation diplomatique ou consulaire de la Suisse à l'étranger:  
les soumissionnaires étrangers peuvent remettre leur demande de participation au plus tard à la date susmentionnée à une représentation diplomatique ou consulaire de la Suisse dans leur pays, pendant les heures d'ouverture, contre un accusé de réception. Ils sont tenus d'envoyer ce dernier par courriel au plus tard à la date limite de dépôt des demandes de participation à l'adresse [submission@justitia.swiss](mailto:submission@justitia.swiss).

Le soumissionnaire doit s'assurer dans tous les cas qu'il possède une preuve du fait qu'il a remis sa demande de participation dans les délais.

Les demandes de participation remises en retard ne seront pas prises en considération et seront renvoyées à leur expéditeur.

#### **9.1.5 Genre d'adjudicateur**

Autres collectivités assumant des tâches cantonales.

#### **9.1.6 Type de procédure**

Procédure sélective.

#### **9.1.7 Genre de marché**

Marché de services.

#### **9.1.8 Le marché est-il soumis à l'accord GATT/OMC ou aux accords internationaux?**

Oui

### **9.2 Objet du marché**

#### **9.2.1 Genre du marché de services**

CPV 72000000-5 Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, internet et appui

#### **9.2.2 Lieu de la fourniture du service**

Dans les bureaux du soumissionnaire resp. dans les bureaux du service demandeur.

#### **9.2.3 Durée du contrat**

Lot 1: février 2022 - janvier 2034

Lot 2: Février 2022 - janvier 2034

#### **9.2.4 Le marché est-il divisé en lots**

Oui

Si un soumissionnaire soumet des offres dans 2 lots, 2 demandes distinctes de participation doivent être déposées. Un max. de 4 soumissionnaires par lot sera autorisé pour la phase de remise des offres.

#### **9.2.5 Des variantes sont-elles admises?**

Non.

#### **9.2.6 Des offres partielles sont-elles autorisées?**

Non.

#### **9.2.7 Délai d'exécution**

Lot 1: février 2022 - janvier 2034

Lot 2: février 2022 - janvier 2034

## **9.3 Conditions**

### **9.3.1 Cautions/garanties**

Aucune.

### **9.3.2 Conditions de paiement**

Le montant net de la facture, en francs suisses et augmenté de la TVA, est payé dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture, à condition que celle-ci ait été établie correctement.

### **9.3.3 Coûts à inclure dans le prix offert**

Tous les prix doivent être indiqués en francs suisses (CHF), hors TVA. Les prix hors TVA incluent les assurances, les frais, les cotisations sociales, etc.

### **9.3.4 Communautés de soumissionnaires**

Non admises.

### **9.3.5 Sous-traitance**

Admise. Si le soumissionnaire fait appel à des sous-traitants pour l'exécution des prestations, il assume la responsabilité générale du projet. Il indique les noms et les rôles de tous ses sous-traitants.

La prestation caractéristique doit en principe être fournie par le soumissionnaire.

### **9.3.6 Participation multiple de sous-traitants ou de communautés de soumissionnaires**

Seules les participations multiples de sous-traitants sont admises.

### **9.3.7 Indemnité pour l'établissement des demandes de participation**

Aucune indemnité n'est versée.

### **9.3.8 Langues pour les demandes de participation**

Allemand ou français.

### **9.3.9 Langue du dossier d'appel d'offres**

Le dossier d'appel d'offres est disponible en allemand et en français. En cas de divergences entre les versions, la version allemande fait foi.

### **9.3.10 Langue de la procédure**

La présente procédure d'adjudication est conduite en allemand. Cela signifie que toutes les communications du service adjudicateur sont faites au moins dans cette langue.

### **9.3.11 Clause d'arbitrage**

Tous les litiges qui peuvent surgir sur la base des contrats à conclure sont jugés de manière définitive par un tribunal arbitral siégeant à Berne. Chaque partie nomme un arbitre; les deux arbitres ainsi nommés désignent une tierce personne en qualité de président du tribunal arbitral. La procédure applicable doit être conforme aux dispositions de la partie 3 sur l'arbitrage du Code de procédure civile suisse (art. 353 ss).

## **9.4 Autres informations**

### **9.4.1 Conditions pour les pays n'ayant pas adhéré à l'accord de l'OMC**

Aucune.

### **9.4.2 Examen et rectification des demandes de participation / Offres**

L'examen des demandes de participation et des offres ultérieures se fait conformément à l'art. 38 LMP. Les demandes de participation resp. les offres ne peuvent être modifiées que dans les conditions et conformément aux dispositions de l'article 39 LMP et à la demande expresse du pouvoir adjudicateur.

### **9.4.3 Maintien du secret**

Les parties traitent de manière confidentielle tous les faits et informations qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun. En cas de doute, elles traitent les faits et informations de manière confidentielle. Elles s'engagent à prendre toutes les mesures que l'on peut raisonnablement attendre d'elles du point de vue économique et toutes les mesures techniques et organisationnelles possibles pour protéger les faits et informations confidentiels contre l'accès et la prise de connaissance par des tiers non autorisés.

L'adjudicateur n'enfreint pas l'obligation de garder le secret lorsqu'il communique des informations confidentielles au sein de son propre groupe de sociétés (ou au sein de l'administration fédérale) ou aux tiers auxquels il fait appel. Il en va de même pour le soumissionnaire lorsque la transmission d'informations confidentielles est nécessaire à l'exécution du contrat ou lorsque des dispositions du contrat sont communiquées au sein de son propre groupe de sociétés.

Sans autorisation écrite de l'adjudicateur, le soumissionnaire ne peut se prévaloir d'une collaboration en cours ou achevée avec l'adjudicateur, pas plus qu'il ne peut indiquer celui-ci comme référence.

Les parties imposent l'obligation de garder le secret à leurs collaborateurs, à leurs sous-traitants, à leurs fournisseurs et aux autres tiers auxquels elles font appel.

Les documents du dossier d'appel d'offres reçus, y compris les annexes et les formulaires, ne doivent pas être utilisés dans d'autres buts et doivent être soit retournés après utilisation, soit détruits de manière sûre.

### **9.4.4 Clause d'intégrité**

Le soumissionnaire et l'adjudicateur s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la corruption. Ils s'abstiennent en particulier d'offrir ou d'accepter de l'argent ou tout autre avantage.

En cas de manquement à cette clause, le soumissionnaire doit verser une peine conventionnelle à l'adjudicateur. Le montant de cette peine s'élève à 10 % de la valeur du contrat, mais à 3000 francs au moins par infraction.

Le soumissionnaire prend note du fait que tout manquement au devoir d'intégrité entraîne en principe la révocation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat par l'adjudicateur pour juste motif.

### **9.4.5 Autres indications**

L'acquisition se fera sous réserve de la maturité du projet et de la disponibilité des crédits.

L'adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations faisant l'objet du présent appel d'offres au profit d'autres services demandeurs de l'administration fédérale et de commander tout ou partie des prestations faisant l'objet des options ou de renoncer entièrement à ces dernières.

## 10 Annexes

### 10.1 Annexes référencées

N°	Description	A compléter par le soumissionnaire	Pour information
Annexe 1	Catalogue des conditions de participation et critères d'aptitude du lot 1	X	
Annexe 2	Catalogue des conditions de participation et critères d'aptitude du lot 2	X	
Annexe 3	« Déclaration du soumissionnaire » la Conférence des achats de la Confédération CA	X	
Annexe 4	Page de couverture de l'offre	X	
Annexe 5	Exigences générales		X

*Aperçu des annexes référencées*